

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 4496

[C — 2002/28190]

7 NOVEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'octroi de subsides en infrastructures aux centres de formation professionnelle agréés par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 6, 15 et 24;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 27 juin 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 avril 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mai 2002;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 17 juin 2002;

Vu l'avis A.662 du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 24 juin 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 33899/4, donné le 30 septembre 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° l'arrêté du 7 novembre 2002 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle;

2° l'Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

3° le centre : le centre de formation professionnelle, tel que défini à l'article 2, 6°, de l'arrêté du 7 novembre 2002.

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet, un subside en infrastructure peut être accordé aux centres, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 4. Les investissements suivants peuvent faire l'objet d'un subside en infrastructure :

1° l'achat de terrain;

2° l'achat de bâtiment, y compris le terrain nécessaire au fonctionnement du centre;

3° la construction de bâtiment;

4° l'aménagement de bâtiment;

5° l'achat d'équipement;

6° l'achat d'un véhicule nécessaire au fonctionnement du centre, à l'exception des véhicules de fonction.

L'équipement visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, comprend les machines, le mobilier et le matériel, dont le coût d'achat est supérieur à 247,89 euros hors T.V.A.

L'achat d'équipement peut faire l'objet de commandes par lots. Par lots, il faut entendre :

a) l'ensemble de biens d'équipement destinés à une même utilisation et qui ont fait l'objet d'une commande unique et globale;

b) l'ensemble de biens d'équipement indispensables au bon fonctionnement de l'un d'entre eux;

c) une commande globale de biens mobiliers constituant un ensemble fonctionnel unique.

Art. 5. Le subside peut également être affecté, à titre exceptionnel et sur décision préalable du Comité de gestion de l'Agence, au remboursement, à titre de capital, d'un emprunt contracté par le centre pour la réalisation d'un des investissements visés à l'article 4, pour autant que son coût d'achat soit supérieur à 50.000 euros hors T.V.A.;

Art. 6. L'octroi de subsides est subordonné aux conditions suivantes :

1° le centre doit respecter l'ensemble des dispositions de l'arrêté du 7 novembre 2002;

2° le centre doit assurer l'ensemble des immeubles et de l'équipement contre l'incendie, les risques connexes et le vol, ainsi que les machines contre le risque de bris et le vol;

3° le centre doit fournir l'indication des immeubles constituant l'assiette des droits réels exigés par l'Agence, à titre de garantie des obligations fixées par le présent arrêté.

Art. 7. L'Agence détermine annuellement le montant maximum de subsides auquel chaque centre peut prétendre. Ce montant correspond au nombre d'heures de formation agréé pour chaque centre, visé au chapitre 3 du titre III de l'arrêté du 7 novembre 2002, multiplié par 0,26 euro.

L'Agence notifie à chaque centre le montant annuel maximum auquel il peut prétendre.

Le centre qui n'utilise pas l'intégralité du montant annuel maximum qui lui a été liquidé conformément à l'article 11 du présent arrêté pour un exercice peut en reporter le solde sur les exercices postérieurs, nonobstant le subside auquel il peut prétendre pour lesdits exercices, en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 8. Le montant du subside est calculé selon les modalités suivantes :

1° le montant de l'investissement relatif à la construction de bâtiment, l'aménagement de bâtiment, l'achat d'équipement et l'achat d'un véhicule, visé à l'article 4, 6°, est majoré de la T.V.A. pour les centres qui ne sont pas assujettis à celle-ci;

2° le montant de l'investissement relatif à l'achat de terrain et l'achat de bâtiment, correspond au montant de l'achat, majoré des frais d'acte, sans que le montant de l'achat ne puisse dépasser la valeur estimée par le Comité d'acquisition d'immeubles ou le receveur de l'enregistrement compétent.

Si le montant de l'achat est supérieur à la valeur estimée, le montant de l'investissement correspond à ladite valeur, majorée des frais d'acte réduits à concurrence de la proportion entre le montant de l'achat et la valeur estimée.

Art. 9. Le subside correspond à 80 % du montant de l'investissement, calculé selon les dispositions de l'article 8.

Art. 10. Le centre est tenu de faire parvenir à l'Agence, pour le 1^{er} mars de l'année en cours, au plus tard, les sûretés réelles ou personnelles ou les actes constitutifs de droits réels garantissant le respect des obligations visées aux articles 6, 18 et 21.

A défaut, le montant annuel maximum n'est pas liquidé au centre.

Art. 11. Dans le courant du premier trimestre de chaque exercice, l'Agence procède à la liquidation du montant annuel maximum sur un compte financier ouvert par le centre et destiné uniquement aux opérations relatives aux investissements subsidiés en vertu du présent arrêté.

Art. 12. Dans le délai d'un mois à dater de la notification de la liquidation du montant annuel maximum, le centre introduit auprès de l'Agence, le cas échéant, un programme d'investissements détaillé pour l'année en cours.

Le programme d'investissements comprend les documents suivants :

1° les statuts de l'A.S.B.L.;

2° la délibération du conseil d'administration de l'A.S.B.L. approuvant le programme d'investissements annuel;

3° la preuve que le centre dispose sur les lieux d'un droit réel ou de jouissance d'au minimum trente-trois ans, si la demande concerne des investissements immobiliers;

4° la nature et l'estimation précise du coût des investissements;

5° un dossier justifiant les investissements proposés, selon un canevas fourni par l'Agence, accompagné d'un avis du conseil pédagogique visé à l'article 16 de l'arrêté du 7 novembre 2002;

6° une attestation certifiant que les investissements figurant dans le programme d'investissements n'ont pas encore fait l'objet d'une commande ou d'un achat, sans préjudice de l'application de l'article 15, alinéa 2;

7° en cas d'achat de terrain, d'achat de bâtiment ou de construction de bâtiment, un extrait de la matrice cadastrale et, s'il échet, un avant-projet des travaux d'aménagement contenant les spécifications suivantes :

a) les plans des différents niveaux;

b) les vues des façades et les coupes principales à 1 ou 2 %;

c) le relevé des superficies brutes, bâties par étage, existantes et à construire;

d) la liste des estimations des différents types de techniques;

8° un extrait bancaire attestant la situation du compte visé à l'article 11;

9° le cas échéant, une simulation du plan d'amortissement établi par l'organisme de crédit dans le cadre de l'emprunt visé à l'article 5.

Art. 13. Au cas où le programme introduit par un centre ne comporte pas l'intégralité des documents visés à l'article 12, l'Agence adresse au centre, dans un délai de quinze jours, un courrier par pli recommandé, reprenant les éléments manquants.

Le centre dispose d'un délai maximum de quinze jours à dater de cette notification, pour compléter son dossier. A défaut, le programme d'investissements de l'année concernée n'est pas pris en considération.

Art. 14. Dans un délai de trois mois maximum prenant cours à l'échéance du délai visé à l'article 12, l'Agence notifie au centre une promesse de principe reprenant les investissements retenus et le montant de ceux-ci.

L'Agence statue sur l'ensemble des programmes des centres en tenant compte de l'adéquation des investissements proposés avec leur projet pédagogique, visé aux articles 11 et 12 de l'arrêté du 7 novembre 2002, agréé par l'Agence.

Art. 15. Les commandes ne peuvent être passées ou l'ordre de commencer les travaux ne peut être donné, avant que la promesse de principe, visée à l'article 14, soit notifiée.

L'Agence peut déroger à la disposition de l'alinéa 1^{er}, si le centre introduit une demande motivée auprès de l'Agence prouvant le caractère indispensable et urgent de l'investissement :

1° soit parce que ce caractère a été attesté par un organisme agréé en matière de sécurité ou d'hygiène ou reconnu par le service d'inspection de l'Agence;

2° soit parce que l'investissement vise à remplacer un équipement indispensable à l'activité du centre et qui est devenu, de manière imprévisible, inutilisable.

Dans un délai maximum de quinze jours à dater de la réception de la demande, l'Agence notifie sa décision au centre. En cas de décision positive, l'investissement figure dans le programme d'investissements de l'exercice suivant.

En tout état de cause, l'investissement ne peut être réalisé antérieurement à la notification de la décision de l'Agence.

Art. 16. En ce qui concerne l'achat d'équipement, le centre doit, dans un délai de trois mois à dater de la notification de la promesse de principe, transmettre à l'Agence la facture originale, la preuve de paiement et le procès-verbal de réception provisoire.

En ce qui concerne l'achat de terrain ou l'achat de bâtiment, le centre doit, dans un délai de trois mois à dater de la notification de la promesse de principe, transmettre à l'Agence l'acte d'acquisition enregistré.

En ce qui concerne la construction de bâtiment ou l'aménagement de bâtiment, le centre doit, dans un délai de six mois à dater de la notification de la promesse de principe, transmettre à l'Agence, le cas échéant, le permis d'urbanisme, la première facture, la preuve de paiement et l'état d'avancement correspondant, approuvé par le centre.

En outre, le centre doit, dans un délai de trois mois à dater de la notification de la promesse de principe, transmettre le ou les contrats d'assurances visés à l'article 6, 2°, et, s'il échet, le plan d'amortissement certifié par l'organisme de crédit, relatif à l'emprunt visé à l'article 5 et conforme à la simulation visée à l'article 12, 9°.

Les commandes ne donnent pas lieu au paiement d'acomptes.

Pour être portés en compte, les matériaux doivent avoir été mis en œuvre.

Le non-respect des délais prévus au présent article entraîne l'annulation de plein droit de la promesse de principe octroyée au centre.

Art. 17. Au terme du délai visé à l'article 16, l'Agence notifie à chaque centre le montant du subside visé à l'article 9 ainsi que l'état du compte visé à l'article 11. Cette notification vaut décision définitive de subsidiation.

Art. 18. En cas d'achat de terrain destiné à la construction de bâtiment, pour lequel un subside est octroyé, le centre doit entreprendre cette construction dans un délai de trois ans à compter de la date d'achat.

A défaut, le centre est tenu de rembourser intégralement le subside.

Art. 19. Au terme de chaque période de cinq ans dont la première prend cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'Agence vérifie l'utilisation des subsides octroyés et procède à la récupération éventuelle du solde du compte visé à l'article 11.

Toutefois, n'est pas récupéré le montant du subside relatif à un investissement faisant l'objet d'une promesse de principe au cours de la cinquième année, qui n'est pas réalisé à l'échéance de celle-ci, pour une cause étrangère au centre. Celui-ci doit en apporter la preuve avant l'expiration de la cinquième année.

Si l'investissement n'est toujours pas réalisé au cours de l'année suivante, la récupération de ce montant a lieu, en tout état de cause, au terme de celle-ci.

Les intérêts générés par le compte sont récupérés annuellement par l'Agence.

Art. 20. Le centre permet aux délégués de l'Agence de contrôler sur place la conformité des achats, constructions et aménagements avec la décision d'octroi du subside et, à cette fin, de consulter tout document utile.

Art. 21. Le centre ne peut, sans autorisation préalable de l'Agence, procéder à la désaffectation ou modifier l'affectation des biens subsidiés.

En cas de désaffectation ou de modification d'affectation non autorisée d'un bien subsidié, le centre est tenu de rembourser la totalité du subside perçu.

En cas de désaffectation ou de modification d'affectation autorisée d'un bien subsidié, le centre est tenu de rembourser à l'Agence 80 % du prix de vente avec, au maximum, le montant du subside perçu et, au minimum, la partie non amortie de celui-ci.

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires*

Art. 22. Les décisions définitives notifiées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté font l'objet d'une liquidation à charge d'un crédit spécifique inscrit au budget de l'Agence.

Art. 23. Les investissements faisant l'objet de demandes introduites au 15 janvier 2002 peuvent être inscrits dans le premier programme d'investissement, sur base des règles du présent arrêté.

Les achats ou les travaux déjà réalisés à la date d'introduction du premier programme d'investissements font l'objet d'une demande de dérogation à l'article 15, dûment motivée.

CHAPITRE III. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 24. Sont abrogés :

1° les articles 80 à 83 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, en ce qui concerne les centres agréés par l'Agence;

2° l'arrêté ministériel du 22 septembre 1966 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres de formation professionnelle, modifié par les arrêtés ministériels des 25 octobre 1969 et 6 février 1979, par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 25 octobre 1990 et 19 avril 1993 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 12 décembre 1996 et 22 mai 1997, à l'exception du chapitre II.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 26. Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 novembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 4496

[C — 2002/28190]

7 NOVEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden voor de toekenning van infrastructuursubsidies aan de centra voor beroepsopleiding erkend door het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waaals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 6, 15 en 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van centra voor beroepsopleiding;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées", gegeven op 27 juni 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 april 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 mei 2002;

Gelet op het advies van de Waalse raad van advies voor gehandicapte personen, gegeven op 17 juni 2002;

Gelet op het advies A.662 van de Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest, gegeven op 24 juni 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 33899/4, gegeven op 30 september 2002, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, 1, van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 : het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van centra voor beroepsopleiding;

2° het Agentschap : het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées";

3° het centrum : het centrum voor beroepsopleiding, zoals omschreven in artikel 2, 6°, van het besluit van 7 november 2002.

Art. 3. Overeenkomstig de bepalingen van dit besluit kunnen de centra infrastructuursubsidies genieten binnen de perken van de daartoe voorziene begrotingskredieten.

Art. 4. De volgende investeringen kunnen het voorwerp uitmaken van infrastructuursubsidies :

1° de aankoop van een terrein;

2° de aankoop van een gebouw, met inbegrip van het terrein dat nodig is voor de werking van het centrum;

3° de oprichting van een gebouw;

4° de inrichting van een gebouw;

5° de aankoop van uitrusting;

6° de aankoop van een voertuig dat nodig is voor de werking van het centrum, behalve dienstvoertuigen.

De uitrusting bedoeld in het eerste lid, 5°, bestaat uit machines, meubilair en materieel waarvan de aankoopprijs hoger is dan 247,89 euro, excl. BTW.

De uitrusting kan per partij besteld worden. Onder partij wordt verstaan :

a) de gezamenlijke uitrustingsgoederen bestemd voor hetzelfde gebruik en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een éénmalige globale bestelling;

b) de gezamenlijke uitrustingsgoederen die nodig zijn voor de vlotte werking van één van hen;

c) een globale bestelling van roerende goederen die een eenmalig functioneel geheel vormen.

Art. 5. De subsidie kan, bij wijze van uitzondering en na voorafgaande beslissing van het beheerscomité van het Agentschap, ook aangewend worden voor de terugbetaling, als kapitaal, van een lening die het centrum heeft gesloten voor de verwezenlijking van één van investeringen bedoeld in artikel 4, op voorwaarde dat de aankoopprijs ervan hoger is dan 50.000 euro, excl. BTW.

Art. 6. De subsidies worden onder de volgende voorwaarden verleend :

1° het centrum houdt zich aan de gezamenlijke bepalingen van het besluit van 7 november 2002;

2° het centrum verzekert het geheel van de gebouwen en de uitrusting tegen brand, bijkomende risico's en diefstal, en de machines tegen glasbreukrisico en diefstal;

3° het centrum verstrekt gegevens over de gebouwen i.v.m. de grondslag van de zakelijke rechten die het Agentschap opeist als waarborg van de nakoming van de verplichtingen die in dit besluit vastliggen.

Art. 7. Het Agentschap bepaalt jaarlijks het maximumbedrag van de subsidies waarop elk centrum aanspraak kan maken. Dat bedrag stemt overeen met het erkende aantal opleidingsuren voor elk centrum, bedoeld in hoofdstuk 3, titel III, van het besluit van 7 november 2002, vermenigvuldigd met 0,26 euro.

Het Agentschap geeft elk centrum kennis van het jaarlijkse maximumbedrag waarop het recht heeft.

Als een centrum bovenbedoeld bedrag, dat hem overeenkomstig artikel 11 van dit besluit voor één boekjaar is uitbetaald, niet integraal opgebruikt, mag het het saldo naar de volgende boekjaren overdragen, ondanks de subsidie waarop het krachtens het eerste lid recht heeft voor die boekjaren.

Art. 8. Het subsidiebedrag wordt berekend als volgt :

1° het investeringsbedrag voor de oprichting van een gebouw, de inrichting ervan, de aankoop van uitrusting en de aankoop van een voertuig bedoeld in artikel 4, 6°, wordt met de BTW verhoogd voor de centra die er niet aan onderworpen zijn;

2° het investeringsbedrag voor de aankoop van een terrein en van een gebouw is gelijk aan het aankoopbedrag, verhoogd met de aktekosten, maar het aankoopbedrag mag niet hoger zijn dan de waarde geraamd door het Comité voor de aankoop van gebouwen of door de bevoegde ontvanger van de registratie.

Als het aankoopbedrag hoger is dan de geraamde waarde, is het investeringsbedrag gelijk aan die waarde, verhoogd met de aktekosten die verminderd worden tot beloop van de verhouding tussen het aankoopbedrag en de geraamde waarde.

Art. 9. De subsidie is gelijk aan 80 % van het investeringsbedrag, berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 8.

Art. 10. Het centrum bezorgt het Agentschap uiterlijk 1 maart van het lopende jaar de zakelijke of persoonlijke zekerheden of de akten tot vestiging van zakelijke rechten waarbij de nakoming van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 6, 18 en 21 wordt gewaarborgd.

Bij gebreke daarvan wordt het jaarlijkse maximumbedrag niet aan het centrum gestort.

Art. 11. In de loop van het eerste kwartaal van elk boekjaar stort het Agentschap het jaarlijkse maximumbedrag op een rekening die door het centrum is geopend en die uitsluitend bestemd is voor verrichtingen betreffende krachtens dit besluit gesubsidieerde investeringen.

Art. 12. Binnen een maand na de kennisgeving van de storting van het jaarlijkse maximumbedrag bezorgt het centrum het Agentschap in voorkomend geval een uitvoerig investeringsprogramma voor het lopende jaar.

Het investeringsprogramma bevat de volgende stukken :

1° de statuten van de v.z.w.;

2° de beraadslaging van de raad van bestuur van de v.z.w. waarbij het wordt goedgekeurd;

3° als de aanvraag onroerende investeringen betreft, het bewijs dat het centrum ter plaatse beschikt over een zakelijk recht of een recht van genot voor minstens 33 jaar;

4° de aard en de nauwkeurige raming van de investeringskost;

5° een dossier waarin de voorgestelde investeringen worden gerechtvaardigd op grond van een door het Agentschap verstrekt schema, vergezeld van een advies van de pedagogische raad bedoeld in artikel 16 van het besluit van 7 november 2002;

6° een attest waarbij bevestigd wordt dat de investeringen die in het investeringsprogramma voorkomen, nog niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een bestelling of een aankoop, onverminderd de toepassing van artikel 15, tweede lid;

7° in geval van aankoop van een terrein, van aankoop van een gebouw of van oprichting van een gebouw, een uittreksel uit de kadastrale legger en, in voorkomend geval, een voorontwerp van de inrichtingswerken met de volgende gegevens :

a) de plannen van de verschillende niveaus;

b) een overzicht van de gevels en de voornaamste doorsneden op 1 of 2 %;

c) de opmeting van de te bebouwen, bestaande en per verdieping bebouwde bruto-oppervlakten;

d) de lijst van de ramingen van de verschillende soorten technieken;

8° een bankuittreksel waarbij de stand van de in artikel 11 bedoelde rekening wordt bevestigd;

9° in voorkomend geval, een simulatie van het aflossingsplan opgesteld door de kredietinstelling in het kader van de lening bedoeld in artikel 5.

Art. 13. Als een door een centrum ingediend programma niet alle in artikel 12 bedoelde stukken bevat, wijst het Agentschap het centrum binnen vijftien dagen bij aangetekend schrijven op de ontbrekende stukken.

Het centrum beschikt vanaf de datum van kennisgeving over maximum vijftien dagen om zijn dossier aan te vullen. Bij gebreke daarvan wordt het investeringsprogramma voor het bedoelde jaar niet in aanmerking genomen.

Art. 14. Een principiële belofte, waarin de weerhouden investeringen en het bedrag ervan vermeld worden, wordt door het Agentschap aan het centrum meegedeeld binnen een termijn van hoogstens drie maanden, met ingang van de verstrijksdatum van de termijn bedoeld in artikel 12.

Het Agentschap spreekt zich uit over de gezamenlijke programma's van de centra rekening houdende met het feit dat de voorgestelde investeringen overeenstemmen met hun door het Agentschap erkend pedagogisch project, bedoeld in de artikelen 11 en 12 van het besluit van 7 november 2002.

Art. 15. Bestellingen mogen niet plaatshebben of het bevel tot aanvatting van de werken mag niet gegeven worden vóór de kennisgeving van de principiële belofte bedoeld in artikel 14.

Het Agentschap mag van de bepaling van het eerste lid afwijken als het centrum hem een gemotiveerd verzoek toestuurt waarbij de noodzaak en het dringende karakter van de investering worden bevestigd :

1° hetzij omdat de noodzaak aangetoond werd door een instelling bevoegd inzake veiligheid of erkend door de inspectiedienst van het Agentschap;

2° hetzij omdat de investering dient voor de vervanging van een uitrusting die nodig is voor de activiteit van het centrum en onverwacht onbruikbaar is geworden.

Het Agentschap geeft het centrum kennis van zijn beslissing binnen maximum vijftien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag. In geval van positieve beslissing wordt de investering in het investeringsprogramma van het volgende boekjaar opgenomen.

De investering mag hoe dan ook niet vóór de kennisgeving van de beslissing van het Agentschap uitgevoerd worden.

Art. 16. Wat de aankoop van uitrusting betreft, maakt het centrum de originele factuur, het betalingsbewijs en het proces-verbaal van voorlopige oplevering over aan het Agentschap binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum van kennisgeving van de principiële belofte.

Wat de aankoop van een terrein of van een gebouw betreft, maakt het centrum de geregistreerde aankoopakte over aan het Agentschap binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum van kennisgeving van de principiële belofte.

Wat de aankoop van een terrein of de inrichting van een gebouw betreft, maakt het centrum in voorkomend geval de stedenbouwkundige vergunning, de eerste factuur, het betalingsbewijs en de desbetreffende en door het centrum goedgekeurde staat van vordering over aan het Agentschap binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum van kennisgeving van de principiële belofte.

Daarenboven maakt het centrum binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum van kennisgeving van de principiële belofte, het (de) in artikel 6, 2°, bedoelde verzekeringscontract(en) over en, in voorkomend geval, het door de kredietinstelling gecertificeerde afschrijvingsplan betreffende de lening bedoeld in artikel 5 en conform de simulatie bedoeld in artikel 12, 9°.

Voor bestellingen worden geen voorschotten betaald.

Om aangerekend te worden, moeten de materialen in gebruik genomen worden.

Als de termijnen die in dit besluit vastliggen niet in acht worden genomen, wordt de aan het centrum verleende principiële belofte van ambtswege vernietigd.

Art. 17. Na afloop van de termijn bedoeld in artikel 16, geeft het Agentschap elk centrum kennis van het bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 9, alsook van de stand van de rekening bedoeld in artikel 11. De kennisgeving geldt als definitieve beslissing tot subsidiëring.

Art. 18. In geval van aankoop van een terrein voor de oprichting van een gebouw waarvoor een subsidie wordt toegekend, moet het centrum de bouw ondernemen binnen een termijn van drie jaar, te rekenen van de aankoopdatum.

Bij gebreke daarvan moet het centrum de subsidie integraal terugbetalen.

Art. 19. Aan het einde van elke periode van vijf jaar, waarvan de eerste ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, controleert het Agentschap het gebruik van de toegekende subsidies en gaat het eventueel over tot de invordering van het saldo van de rekening bedoeld in artikel 11.

Het subsidiebedrag betreffende een investering die het voorwerp is van een principiële belofte in de loop van het vijfde jaar en die aan het einde van dat jaar niet verricht is om een reden vreemd aan het centrum, is evenwel niet terugvorderbaar. Het centrum moet zijn onschuld bewijzen vóór het verstrijken van het vijfde jaar.

Als de investering nog steeds niet verricht is in de loop van het volgende jaar, wordt het bedrag hoe dan ook teruggevorderd aan het einde van dat jaar.

De door de rekening gegenereerde interesten worden jaarlijks door het Agentschap gerecupereerd.

Art. 20. Het centrum laat de afgevaardigden van het Agentschap ter plaatse nagaan of de aankopen, bouwwerken en inrichtingen overeenstemmen met de beslissing tot toekenning van de subsidie en te dien einde elk nuttig document inkijken.

Art. 21. Het centrum mag een gesubsidieerd goed niet aan zijn bestemming onttrekken noch de bestemming ervan wijzigen zonder de voorafgaande toestemming van het Agentschap.

Als een gesubsidieerd goed aan zijn bestemming wordt onttrokken of als de bestemming ervan zonder toestemming wordt gewijzigd, moet het centrum de ontvangen subsidie integraal terugbetalen.

Als een gesubsidieerd goed aan zijn bestemming wordt onttrokken of als de bestemming ervan met toestemming wordt gewijzigd, moet het centrum 80 % van de verkoopprijs terugbetalen aan het Agentschap, waarbij, maximum, het bedrag van de ontvangen subsidie en, minimum, het niet-afgeschreven gedeelte ervan.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 22. De definitieve beslissingen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit worden meegedeeld, zijn het voorwerp van een uitbetaling ten laste van een specifiek krediet op de begroting van het Agentschap.

Art. 23. De investeringen die vóór 15 januari 2002 worden aangevraagd, mogen in het eerste investeringsprogramma opgenomen worden overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

De aankopen of werken die al uitgevoerd zijn op de datum van indiening van het eerste investeringsprogramma, zijn het voorwerp van een behoorlijk gemotiveerde aanvraag om afwijking, waarvan sprake in artikel 15.

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 24. Opgeheven worden :

1° wat de door het Agentschap erkende centra betreft, de artikelen 80 tot 83 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden;

2° het ministerieel besluit van 22 september 1966 houdende vaststelling van de criteria van toekenning van toelagen voor de oprichting, de vergroting, de inrichting en het onderhoud van centra voor beroepsopleiding of omscholing van mindervaliden, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 25 oktober 1969 en 6 februari 1979, bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1990 en 19 april 1993 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 12 december 1996 en 22 mei 1997, met uitzondering van hoofdstuk II.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 26. De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 november 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE